LES ÉPREUVES COMMENCERONT DIMANCHE

Un demi-million d'élèves à l'épreuve du bac

J-2 pour les élèves des classes de terminale. Ils seront 560 050 à débuter dimanche les épreuves du baccalauréat. Pas de mesures exceptionnelles pour cette session. Les mêmes modalités mises en place l'année précédente seront reconduites.

Nawal Imès Alger (Le Soir) - Pratiquement aucune modification dans l'organisation de l'examen. Les épreuves seront organisées selon les mêmes modalités que les sessions précédentes.

Le ministère de l'Education rassure : les sujets du baccalauréat ne porteront que sur les cours «effectivement dispensés». Comme c'était le cas l'année dernière, les candidats auront la possibilité de choisir entre deux sujets d'examen pour chacune des matières. En plus du temps réglementaire réservé à chaque sujet, une demi-heure supplémentaire leur sera accordée lors de chaque épreuve, de même qu'il ne sera fait aucune référence à l'approche par compétence dans l'élaboration des sujets d'examen.

Le jour de l'examen, les candidats seront répartis par groupes de 15 élèves par classe pour ce qui est des candidats libres et de 20 par classe pour ce qui est des candidats scolarisés. En termes de statistiques, une hausse de 63 385 (12,76%) par rapport à la session précédente est constatée.

Les candidats scolarisés seront au nombre de 398 105 inscrits, parmi eux 152 760 garçons, soit un taux de 38,37%, et 245 345 filles, soit un taux de 61,63 %. Ainsi, le nombre de filles dépasse largement celui des garçons, et ce, contrairement à la catégorie des candidats libres où le nombre des candidats garçons – 89 184, soit 55,07% – est supérieur à celui des candidates filles, estimé à 72 761, soit 44,93 %.

Le ministère de l'Education nationale annonce mettre tous les moyens matériels et humains pour garantir la réussite de ce rendez-vous, pour lequel un budget de 228 milliards de centimes a été dégagé après une année scolaire qui n'aura pas été sans turbulences. Le ministère de l'Education mobilisera, du 3 au 7 juin prochain, pas moins de 130 000 enseignants dont 90 000 pour la surveillance et 40 000 pour la correction, répartis à travers 1 854 centres de déroulement d'examen et 52 centres de correction.

5 706 observateurs, secondés par près de 20 000 assistants, seront aussi chargés de veiller à la régularité du déroulement de l'examen à l'intérieur des classes.

N. I.

IL A INAUGURÉ HIER LA 45e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Bouteflika veut un partenariat productif avec l'Égypte

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, veut un partenariat productif durable avec l'Égypte, pays invité d'honneur de la 45e Foire internationale d'Alger.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une manifestation que le chef de l'Etat a, accompagné du Premier ministre Ahmed Ouyahia et de quelques membres du gouvernement, inauguré, comme chaque année, de manière très rapide. Hôte hier du pavillon égyptien, où une soixantaine de sociétés et 217 hommes d'affaires étaient présents, le président de la République, accompagné du ministre égyptien de l'Habitat, Mohamed El Baradi, a prôné le développement d'un partenariat productif durable, un investissement efficient et le transfert de savoir-faire.

Un partenariat que les opérateurs égyptiens prônent également, soucieux de reconquérir le marché algérien, consolider et diversifier leurs investissements. Un partenariat similaire entre les PME algériennes, capables d'exporter, et leurs homologues étrangères, que le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, a également évoqué, à l'issue de l'inauguration. Dans ce contexte, et à propos de la zone arabe de libre-échange (Zale), le ministre du Commerce a relevé que le débat oppose au sein de la Ligue arabe deux groupes de pays sur la question de l'intégration régionale. Soit un groupe de pays formé des pays du golfe Arabe et qui se limitent à un taux de 40% et un autre groupe, comptant notamment les pays maghrébins qui insistent sur un taux au moins supérieur à 60%, selon les standards européens.

Par ailleurs, Mustapha Benbada a indiqué qu'un atelier sur les techniques de négociation se tiendra en octobre prochain à Alger, avec la collaboration de la Banque islamique de développement (BID). L'occasion d'un transfert d'expertises des pays islamiques et arabes dans le domaine des négociations, telles celles relatives à l'accession à l'Organisation mondiale du commerce.

C. B.

ARCELORMITTAL EL HADJAR

Un jeudi déterminant pour le complexe

Ce jeudi verra-t-il enfin une décantation de la situation de perturbation ayant marqué depuis plus d'une semaine le complexe ArcelorMittal El Hadjar (Annaba) ? L'espoir est permis avec la prise en main de la situation par le wali d'Annaba.

Mohamed Ghazi a, en effet, pris les décisions qui s'imposent en pareille circonstance. Cette situation de totale sécurité des lieux a permis la tenue d'une réunion de travail présidée hier mercredi par le numéro deux du groupe du Luxembourg, Michel Wurth, qui a effectué un déplacement à Annaba et à laquelle ont pris part les personnes venues du Luxembourg et les cadres dirigeants, dont le directeur général d'ArcelorMittal El Hadjar, Joe Kazadi. Elle a eu lieu au sein de l'usine comme voulue par le wali d'Annaba et non comme suggéré par la direction générale qui voulait, pour des «raisons sécuritaires», qu'elle se tienne à l'hôtel Solb de l'entreprise, implanté à quelques encablures du complexe. Cette recommandation du wali pour le lieu de la réunion obéit à des impératifs de démonstration d'une prise en main de la situation par les autorités locales.

Autant nos multiples appels téléphoniques que notre déplacement au complexe pour en savoir un peu plus sur les éventuelles décisions prises ont été vains. Les journalistes étaient indésirables, selon les affirmations des préposés à la sécurité du complexe qui obéissaient aux directives de la direction générale. Rien n'a filtré de cette réunion, au-delà de ce qui a été déjà annoncé mardi par une source crédible de l'intérieur du complexe quant à l'étude du bilan des activités de la filiale algérienne du géant mondial de la sidérurgie, ainsi que le déplacement en cette fin de journée de mercredi à Alger de la délégation conduite par Michel Wurth.

Celle-ci aura des contacts avec les partenaires algériens dont le ministère de l'Industrie pour les dernières retouches concernant la mise en route du plan de réhabilitation des installations de l'usine pour un montant de 500 millions d'euros déjà prévu.

Le calme qui régnait dans la journée d'hier serait le fait d'une interdiction faite à Aïssa Menadi d'approcher le complexe à moins d'un kilomètre à la ronde, selon des syndicalistes. Comme il devait y avoir ce jeudi «une action de protestation contre les perturbations de Aïssa Menadi et ses soutiens» à l'intérieur du complexe «en accord avec les autorités locales» et initiée par le SG par intérim et le président du comité de participation de l'entreprise.

Dans un communiqué diffusé à cet effet, l'ensemble des travailleurs sont appelés à se rassembler devant le bâtiment PLL (parc des produits longs).

A. Bouacha

PORT D'ALGER

Un agent de police tire sur son supérieur

Le flou entoure la tentative d'assassinat contre un commissaire de police, avant-hier au niveau du port d'Alger. L'auteur de la tentative est un agent de police exerçant au niveau de l'enceinte portuaire. Selon des sources sûres, c'est suite à une altercation verbale avec son supérieur que l'agent en question exerçant au niveau de la structure, relevant de la police des airs et frontières (PAF) de l'enceinte portuaire, a usé de son arme, en tirant cinq balles en direction du commissaire de police. Ce dernier, atteint de deux balles au niveau du pied gauche et de la main droite, a été évacué vers le CHU Mustapha, où il a subi les premiers soins d'urgence avant qu'il ne soit transféré en salle de soins intensifs. Aux dernières nouvelles, les jours du commissaire ne sont pas en danger.

Le policier a été maîtrisé et arrêté en attendant d'être déféré devant la justice. Selon les premières informations, l'auteur de cet agissement se trouvait dans un état de nervosité très avancé, et ce, suite à une remarque qui lui a été faite par son supérieur. L'autre thèse avancée est «qu'il s'agit d'un incident né après la manipulation de l'arme à feu de l'agent de police». Il n'en demeure pas moins que la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger a ouvert une enquête pour déterminer avec exactitude les circonstances de cet incident.

A. B.

SUITE À DES INCIDENTS EN PÉRINATALITÉ

35 000 enfants subissent des handicaps

La Fédération nationale des associations des personnes handicapées a tiré la sonnette d'alarme concernant l'existence d'une moyenne de 35 000 enfants par an qui subissent des handicaps en périnatalité. Pour les intervenants, il s'agit d'assurer un diagnostic mais aussi une prise en charge adéquate de ces enfants, avec la création de structures qui leur sont dédiées.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon Mme El Maameri, présidente de la Fédération nationale des associations de personnes handicapées, la situation est alarmante et des enfants de la naissance à 15 ans nécessitent des diagnostics et une prise en charge adaptée. L'intervenante s'est basée sur une étude qui a été réalisée durant trois années au niveau de structures de santé et avec la collaboration de professeurs, chefs des principaux services de pédiatrie et de périnatalité au niveau de la capitale.

L'étude a ainsi révélé que 35 000 enfants subissaient des handicaps après leur naissance et n'étaient, par la suite, pas pris en charge par des structures spécialisées.

De ce fait, pour les parents, c'est la croix et la bannière pour pouvoir assurer à leurs enfants handicapés, à des degrés divers, les soins et la prise en charge nécessaires, notera l'intervenante. «Le ministère de la Santé est au courant de l'enquête et des études de faisabilité d'un centre spécialisé pour cette catégorie d'enfants mais nous a signifié que le personnel n'était pas disponible pour cette prise en charge», a précisé Mme El Maameri. Les professionnels, selon l'intervenante, sont eux mobilisés pour faire des consultations spécialisées, comme elle évoquera la nécessité d'un plan national dédié aux enfants avec un système de gratuité des soins que ce soit en médicaments, en soins ou en appareillages. «Cette unité pourrait fonctionner en permanence et les professionnels interviendront en appui», soulignera la présidente de la fédération. Pour sa part, Mme Karima Yacef vice-présidente de la Fédération nationale des personnes handicapées, mettra en évidence le nombre important de naissances au niveau des services de maternité qui sont évaluées à 1 000 par mois et aussi les conditions déplorables dans lesquelles les professionnels travaillent. «La couverture vaccinale a été perturbée cette année, cela aussi est une réelle menace. Les femmes qui arrivent en maternité, on les laisse aussi attendre. Notre objectif est donc d'attirer l'attention des pouvoirs publics. Stoppons cette production de handicaps évitables», s'est indignée Mme Yacef.

Les intervenantes préconiseront un travail commun entre le secteur de la santé et de la solidarité dans le but d'assurer des chances d'insertion future à ces enfants souffrant de handicap. «Il faut des structures de santé pluridisciplinaires dédiées à l'enfant. Nous avons fait une étude et disposons d'un comité de pilotage avec six professeurs, chefs de service. Il y a aussi une absence de politique de santé globale où toutes les personnes atteintes de déficience puissent trouver le traitement adéquat à leur situation», dira Mme El Maameri.

Elle tiendra enfin à préciser que ces handicaps sont parfaitement évitables, si la mère et l'enfant bénéficiaient d'une prise en charge adéquate avant et pendant l'accouchement.

F.-Z. B.

TLEMCEN

41 quintaux de kif saisis à Sidi Medjahed

Les éléments de la brigade des douanes viennent de réussir un exploit en arrêtant les membres du plus grand réseau de trafiquants de drogue de la région ouest. Trois véhicules de types Peugeot 406 et une Mercedes qui roulaient à vive allure ont été repérés et pris en chasse, entre le village de Sidi l'Embarek et la localité de Sidi Medjahed, dans la daïra de Béni Boussaïd. Après une course poursuite, les douaniers ont fait usage de leurs armes pour immobiliser le véhicule suspect. Quant aux autres automobilistes qui faisaient le guet, ils ont réussi à prendre la fuite. Une partie du groupe de trafiquants a été arrêtée et la valeur de la saisie est de 16 milliards de centimes.

M. Zenasni